



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

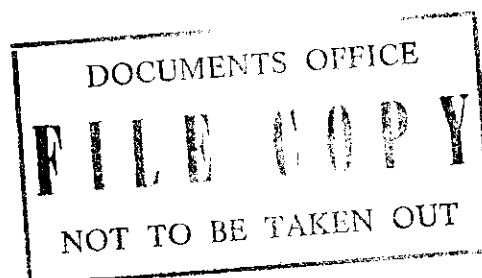


52555
Distr.
LIMITÉE

E/ECA/TRADE/89/31
18 Décembre 1989

Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



MECANISMES ET STRUCTURES POSSIBLES POUR
UNE COOPERATION MONETAIRE ET FINAN-
CIERE ENTRE LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

INTRODUCTION

1. Dans le Plan d'Action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, 1980 - 2000, adopté par les chefs d'Etats et de gouvernements en Avril 1980, la coopération économique entre pays en développement a été identifiée comme l'un des domaines prioritaires dans lesquels des mesures spéciales s'avèrent nécessaires. Les mesures devraient en effet permettre à l'Afrique de maîtriser ses ressources naturelles et favoriser ainsi un développement endogène et auto-entretenu (1).
2. Une recommandation similaire est contenue dans le Programme Prioritaire de Redressement Economique de l'Afrique (PPREA) et le Programme d'Action des Nations Unies pour le Redressement Economique de l'Afrique 1986-1990 (PANUREDA), lesquels préconisent parmi les mesures à moyen et long termes, l'intensification de la coopération intéressant d'une part, les pays africains entre eux et, d'autre part, les pays en développement dans leur ensemble.
3. Il apparaît cependant que malgré les divers efforts déployés, la contribution réelle de la coopération économique entre pays en développement a été jusqu'ici modeste et dans certains cas, négligeable. D'aucuns estiment que ce faible impact est dû en grande partie à une situation économique mondiale peu favorable aux pays en développement (2).
4. La présente étude s'insère donc dans le cadre d'une évaluation des systèmes et structures de coopération monétaire et financière entre les pays en développement. Elle s'efforce de déterminer dans quelle mesure et par quels moyens la coopération monétaire et financière entre pays en développement pourra mieux qu'aujourd'hui contribuer à promouvoir le développement économique et social de l'Afrique.

5. Pour sa meilleure compréhension, l'élaboration de la présente étude s'articule autour des chapitres suivants:

- I. Rationalité économique d'une coopération monétaire et financière Sud-Sud
- II. Mécanismes (Existants et en cours de création) de coopération monétaire et financière entre pays en développement: Raisons d'Etre et Evaluation
- III. Conclusions et Conséquences pour les orientations futures

CHAPITRE I

RATIONALITE ECONOMIQUE D'UNE COOPERATION MONETAIRE ET FINANCIERE ENTRE
PAYS EN DEVELOPPEMENT (PED)I. NATURE ET CONSEQUENCES MONETAIRES ET FINANCIERES DE L'INTERDEPENDANCENORD - SUDA. Les Traits caractéristiques de l'interdépendance économique Nord-Sud

6. L'interdépendance économique internationale se caractérise par sa structure verticale pour les PED (c'est à dire Nord-Sud plutôt que Sud-Sud) et sa structure horizontale pour les pays développés (c'est à dire Nord-Nord). En d'autres termes, si les PED entretiennent des relations étroites avec le Monde développé, cette interdépendance est asymétrique. Il s'ensuit que les transmissions de l'activité économique se font du Nord vers le Sud, et les économies en développement sont relativement plus sensibles à l'environnement économique international.

1°/ L'évidence de la dépendance extérieure forte des PED

7. Le degré de dépendance extérieure est traditionnellement mesuré par la part du commerce extérieur dans le produit national brut (PNB) et la part du financement extérieur dans le financement total d'une économie.

(i) Le Commerce Extérieur

8. En moyenne, le commerce extérieur représente 40% du PNB des PED contre 27% pour les pays développés à économie de marché (tableau 1). Le poids du commerce extérieur dans le PNB indique le degré de liaison d'un pays à

l'économie mondiale. Toutefois pour avoir une idée du coût de cette dépendance extérieure, on peut se référer :

- à la capacité d'adaptation à un changement de l'environnement économique international;
- au degré de sensibilité d'un pays aux changements intervenant dans d'autres pays (3)

9. Deux indices peuvent être retenus pour mesurer le degré de vulnérabilité des PED aux chocs extérieurs :

- le nombre de partenaires commerciaux.
Lorsque les liens commerciaux ne sont tissés qu'avec un groupe restreint de pays, la marge de manoeuvre devient étroite pour s'adapter aux changements affectant l'environnement extérieur;
- la diversification des produits échangés.
la concentration des échanges sur quelques produits rend particulièrement vulnérable aux chocs affectant ces produits.

10. Dans le premier cas, les données indiquent que les PED ont pour principal débouché les pays développés à économie de marché qui absorbent en moyenne un peu plus de 65% des exportations des PED. Ce taux est encore plus élevé pour les pays africains puisqu'il s'établit à environ 80% (voir tableau 2 et 3). Dans l'ensemble, les courants commerciaux sont restés faibles entre PED, dont la plupart en l'occurrence les pays africains ont maintenu des liens traditionnels avec d'anciennes métropoles. Du fait de cette structure, on peut dire qu'ils sont très vulnérables aux chocs extérieurs dus à un environnement économique défavorable. Du point de vue du second cri-

tère, c'est à dire la diversification des produits commercialisés, la situation diffère selon les régions. Les produits primaires sont largement majoritaires dans les exportations de l'Afrique et de l'Asie de l'ouest en direction surtout des pays industrialisés. Contrairement à l'Asie du Sud Est qui dépend de ses exportations de produits manufacturés, les exportations de l'Amérique en développement apparaissent nettement plus diversifiées. L'Afrique et l'Asie Occidentale apparaissent donc comme les régions les plus défavorisées dans la mesure où se sont les prix des produits manufacturés qui ont tendance à s'apprécier par rapport aux prix des produits primaires.

(ii) Le financement extérieur

11. Les flux de financement extérieur en direction d'un pays ou groupe de pays peut fournir une idée sur la mesure du degré de dépendance extérieure. Dans le cas des PED, l'essentiel du financement extérieur est assuré par les pays développés à économie de marché. Pour l'ensemble des PED, la dette extérieure représentait selon les données disponibles en 1986 près de 40% du PNB et son service près de 20% des exportations. Des données plus récentes sur la dette extérieure de l'Afrique indique que celle-ci équivaut à environ 80% du produit intérieur brut et son service absorbe 40% des recettes d'exportation (voir Tableau 4)

12. Dans la mesure où il a été constaté que le ratio des flux de financement extérieur sur le PNB était relativement plus important pour les pays à faible population que pour les pays à population plus élevée, et que les pays à faible revenu par habitant avaient un ratio sensiblement plus élevé (4), on peut en déduire que les PED sont largement tributaires des sources de financement extérieur.

2°/ Structure de l'interdépendance économique Nord - Sud

13. Il apparaît nettement que les PED sont largement impliqués dans les relations économiques internationales. La question qui se pose maintenant est de savoir comment sont-ils impliqués dans ces relations. Du point de vue du commerce extérieur, il a été indiqué ci-dessus que les PED commerçaient davantage avec les pays développés à économie de marché qu'entre eux. A cet égard, les chiffres du tableau 2 indiquent que l'interdépendance commerciale des PED est verticale, et celle des pays développés horizontale. Puisque les PED sont relativement plus dépendants de leur commerce extérieur, on en déduit que l'interdépendance commerciale avec les Nord est asymétrique.

14. Par ailleurs, si l'on se réfère aux flux de capitaux, dans le cas particulier d'une aide financière liée, les relations qui en découlent sont de nature asymétriques. Essentiellement, comme il s'en dégage du tableau 5, les pays membres du comité d'Aide au Développement interviennent pour plus de 90% dans le financement à long terme du déficit du compte courant des pays en développement non exportateurs de pétrole. Par contre, l'aide financière en provenance des PED non pétroliers est inexistante. Ainsi, l'interdépendance financière est verticale plutôt qu'horizontale pour les pays du Tiers-Monde.

B. Les Conséquences de l'Asymétrie pour les PED

15. Les implications de la structure asymétrique ou inégale des relations économiques internationales sont les suivantes:

- Comme les PED sont plus dépendants des pays développés ils sont plus directement touchés par les chocs affectant l'économie internationale. Ces pays sont plus exposés aux aléas de la conjoncture économique internationale et moins capables de s'adapter aux variations imprévisibles des prix mondiaux. Leur dépendance à l'égard

- du financement extérieur montre qu'ils sont plus affectés par les changements des taux d'intérêt mondiaux et des conditions de financement. En outre, le regain de protectionnisme dans les pays développés, les restrictions sur les prêts extérieurs et autres évolutions défavorables de même nature les pénalisent plus sérieusement.
- la structure asymétrique de l'interdépendance contribue à l'érosion de plus en plus grande de la souveraineté des PED. Puisque l'essentiel du commerce extérieur s'effectue avec les pays développés et que ces pays financent largement les PED, une grande partie du contrôle et de l'influence de l'activité économique dans les PED est exercée de fait par les pays développés à économie de marché. Enfin,
- L'Asymétrie dans l'interdépendance économique Nord-Sud laisse peu de latitude dans les efforts de négociations dans les fora internationaux pour ne citer que l'Uruguay Round et les grandes rencontres dans le domaine monétaire et financier.

II. QUESTIONS D'INTERET POUR LES PED ET IMPLICATIONS POUR LES ORIENTATIONS A ADOPTER

16. Compte tenu de ce qui précède, le renforcement de la coopération économique en général, monétaire et financière en particulier, entre PED doit s'inscrire dans la perspective de les rendre moins dépendants des pays développés, moins vulnérables aux effets pervers du climat hostile de l'environnement économique international. Outre cet aspect, la coopération entre PED se rattache à la nécessité de promouvoir leur développement économique. Ce sur quoi se penchent les arguments ci-après (5)

17. Premièrement, vu l'exiguïté de la plupart des marchés intérieurs, le problème se pose d'atteindre la "taille critique" dans plusieurs activités économiques et financières. Si l'on en juge par la plupart des normes économiques, ce sont pour nombre d'entre eux de très petits pays; sur 136 PEE, 40 seulement ont une population de plus de 10 millions d'habitants. Pour les autres l'importance moyenne de leur population dépasse à peine 2,5 millions d'âmes. (Voir Tableau 6) De même en ce qui concerne le PNB, la moyenne est de 10 milliards de dollars pour l'ensemble des PEE, mais si on exclut les 34 pays dont le PNE est supérieur à 8 millions de dollars, les 104 autres pays ont un PNB moyen inférieur à 3 milliards de dollars par an (voir tableau 7) La situation paraît plus critique pour les 42 pays les moins avancés, dont 28 en Afrique. Le PNB moyen par habitant de ces pays est à peine supérieur à 200 dollars, soit moins du quart de celui des pays en développement pris dans leur ensemble et environ 3% seulement de celui des pays développés. Une proportion élevée de leur population a tout juste, ou n'a même souvent pas de quoi subsister. Une des options dans la recherche des mesures visant à surmonter cet handicap consisterait à mettre en commun marchés et ressources financières afin de se doter d'une capacité de financement et de production à grande échelle et spécialisée.

18. Deuxièmement, les pays en développement sont constamment en quête de débouchés pour des catégories d'articles manufacturés et de ressources financières à l'étranger. Avec les restrictions à l'accès des marchandises des pays en développement sur les marchés du Nord, et l'accès de plus en plus difficile aux sources de financement extérieur, ils devraient chercher ces débouchés et ces ressources financières aussi bien au Sud qu'au Nord.

19. Troisièmement, la complémentarité entre les bases de ressources naturelles et financières, et les niveaux de développement économique créant de multiples possibilités pour des courants commerciaux et financiers mutuellement avantageux entre pays en développement.
20. Les situations étant différentes par pays et par régions en développement, les préoccupations ne sont pas toujours de même nature. Cependant, il n'y a pas d'incompatibilité entre elles.
21. Les PED schématiquement peuvent être classés en trois catégories. Une première catégorie A est constituée de pays dont l'économie repose sur la production et l'exportation de produits de base. Un second groupe B est constitué de pays dits semi-industrialisés, c'est à dire, dotés de la capacité de produire des biens-capitaux et autres produits manufacturés. Enfin, un groupe C de pays se caractérise par des ressources financières relativement importantes, issues pour l'essentiel de l'exportation de produits énergétiques, le pétrole notamment, et de produits manufacturés.
22. Le groupe A de pays, où l'on pourrait retrouver une majorité de pays africains a les traits caractéristiques suivants: (6):
- la production et l'exportation d'un nombre limité de produits primaires
 - une base de production étroite
 - une industrie limitée le plus souvent à l'assemblage
 - une infrastructure sous-développée
23. Les pays de ce groupe arrivent difficilement à obtenir des prêts à des conditions raisonnables, au moment même où ils ont le plus besoin de ressources extérieures. Les pays africains sont donc confrontés à un dilemme. Ces pays doivent chercher à diversifier leurs activités, et de gagner une part plus notable de la valeur finale des biens produits à partir de leurs matières premières. Les projets industriels en Afrique exigent toutefois des taux d'investissement supérieurs par rapport à d'autres pays, car une infrastructure est à constituer.

24. Cependant, face à l'accroissement continu du service de la dette, de la diminution des flux non créateurs de dettes, de la raréfaction des ressources concessionnelles, on est témoin d'une réduction draconienne de leurs importations et d'un recul net des investissements. En effet, ce recul de l'investissement, qui est la contrepartie intérieure de l'ajustement des comptes extérieurs, frappe les secteurs tant public que privé. Les investissements en sortent affectés du fait que les obligations au titre du service de la dette se traduisent par une ponction considérable sur l'épargne intérieure, rongée en grande partie par le déclin accru des recettes d'exportation.

25. La principale question qui se pose du point de vue de ces pays est de savoir si par le biais de la coopération monétaire et financière entre eux et avec d'autres PED:

1. Des économies substantielles de devises internationales pourraient être réalisées;
2. Les capacités d'emprunt et d'investissement du groupe s'en trouveraient augmentées;
3. La stabilité monétaire pourrait être assurée

26. Par rapport au groupe B des pays semi industrialisés, localisés pour la plupart en Asie du Sud-Sud Est et en Amérique Latine, la croissance économique a été soutenue grâce à l'accroissement des exportations, la baisse des importations du fait d'une politique de substitution aux produits importés et par l'emprunt extérieur. Pour que cette évolution se perpetue, les marchés qui absorbent les exportations de ces pays devraient s'élargir. Il y a des raisons sérieuses de douter, dont celles qui sont évoquées ci-avant et qui résultent dans l'ensemble de la crise de l'endettement.

27. La question qui se pose à ces pays s'inscrit dans le manière de trouver de nouveaux débouchés ainsi que des moyens alternatifs de financement.

28. Enfin, par rapport aux pays du groupe C c'est à dire les pays à surplus (pays exportateurs de pétrole, nouveaux pays industrialisés d'Asie du Sud - Est), la principale question se rapporte à la diversification de leurs actifs, de leur base de production et de leurs débouchés.

29. En définitive, chacune de ces questions d'intérêt pose le problème du renforcement des liens de coopération entre PED. Des actions doivent être entamées pour améliorer les systèmes, structures et arrangements sur lesquels reposent les relations économiques entre PED, en particulier dans les domaines interdépendants des questions monétaires, du financement et du commerce intra-pays en développement.

CHAPITRE II

MECANISMES (EXISTANTS ET EN COURS DE CREATION) DE COOPERATION MONETAIRE ET FINANCIERE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT: RAISONS D'ETRE ET EVALUATION

I. MECANISMES DE COMPENSATION ET DE PAIEMENTS

30. Des accords de paiements et de compensation ont été conclus entre des pays en développement appartenant à une même région ou sous-région.

31. En ce qui concerne l'Afrique, il s'agit des suivants: la chambre de compensation de l'Afrique centrale, la chambre de compensation de l'Afrique de l'ouest, l'arrangement monétaire de la communauté Economique des pays des Grands Lacs. (CEPGL), la chambre de compensation de la zone d'Echanges Préférentiels. (ZEP). Dans les autres régions en développement, on peut citer: la chambre de compensation d'Amérique Centrale, l'Accord de paiement entre les Banques Centrales de l'Association Latino-Américaine d'Intégration Economique (ALADI), l'Union asiatique de compensation, et l'accord de compensation de la communauté des Caraïbes (CARICOM).

32. Tous ces mécanismes de compensation visant les objectifs suivants:

- l'utilisation des monnaies nationales pour les transactions entre les pays participants;
- amener les économies à utiliser les réserves de change des membres de la chambre de compensation;
- encourager les membres de la chambre de compensation à libéraliser les échanges entre les pays participants;
- stimuler la coopération et les consultations monétaires entre les pays membres.

33. Ces dernières années, ces objectifs ont été sérieusement compromis, en raison surtout de la dégradation générale des résultats économiques des pays en développement, qui a entraîné une aggravation de l'endettement et du déséquilibre global de la balance des paiements. Plusieurs pays n'ont pas été en mesure d'honorer leurs obligations à l'égard des mécanismes de compensation. Il en est résulté une accumulation des soldes débiteurs. Les opérations ont été suspendues dans le cadre du système du CARICOM et de celui de l'Afrique Centrale.

34. Par ailleurs, on fera remarquer qu'en ce qui concerne le volume des opérations compensées, l'utilisation de plus en plus fréquente des monnaies convertibles dans ces opérations n'encourage pas les courants commerciaux entre les Etats partenaires (Tableau 1).

35. Il y a également le problème de la surévaluation des taux de change qui dissuade les exportateurs de recourir au mécanismes de compensation tandis que les importateurs y ont tout intérêt. Il en a résulté un accroissement du solde débiteur net, et un recul des échanges intra-FED (Tableau 10).

36. Ces diverses considérations montrent qu'il s'impose des efforts accrus dans la rationalisation et l'adaptation des mécanismes aux conditions économiques en vigueur aussi bien aux niveaux sous-régional et régional qu'international.

II. LES ARRANGEMENTS MONETAIRES

37. Ils ont pour objet, entre autres, d'assurer une convertibilité limitée ou totale aux monnaies des pays participants. La présence de monnaies non convertibles pose en effet un certain nombre de problèmes aux transactions entre pays en développement dont notamment la surévaluation monétaire.

38. La surévaluation des taux de change dans certains pays en développement est de nature à décourager la production tout en favorisant les importations, la contrebande et la fuite des capitaux (7). Les difficultés de balance des paiements s'en trouvent alors aggravées.

39. En outre, en rapport avec les pays africains, la perspective d'un grand marché européen en 1992 devrait susciter des interrogations quand au sort qui serait réservé aux monnaies africaines rattachées au franc français et dont la plus grande stabilité par rapport aux autres monnaies du continent a été mainte fois soulignée. (8)

40. Doré et déjà les pays africains s'organisent pour accélérer la création d'un Fonds Monétaire Africain. A titre de rappel, les objectifs proposés pour cet organisme sont les suivants:

- Promouvoir la coopération monétaire et financière entre les pays membres en vue de faciliter la réalisation de l'intégration économique et le développement économique et social;
- fournir une assistance au titre de la balance des paiements de manière à favoriser le développement du commerce intra-africain;
- aider les Etats membres à mettre sur pieds des programmes à long terme de stabilisation et de restructuration économique.

III. LES FACILITES DE FINANCEMENT DES ECHANGES

41. Dans la plupart des cas, les efforts de développement des PEA sont limités par les disponibilités en devises. L'interdépendance entre les économies de devises et le niveau des échanges entre PEA devrait inciter à accorder une égale importance à tout ce qui peut constituer un obstacle aux courants commerciaux entre les pays en développement.

42. Les facilités de financement des échanges visent à créer des conditions financières favorables à l'expansion des échanges Sud-Sud. Les systèmes d'assurance crédit à l'exportation sont rares dans les pays en développement, dans la mesure où la création d'un tel système coûte fort cher dans un pays (9)

43. C'est pourquoi, il a été envisagé la possibilité de créer à cet effet un organisme régional de financement des importations et exportations (projet de Banque Africaine d'import-export). De tels mécanismes multilatéraux sont déjà fonctionnels dans certaines régions ou sous-régions en développement: la Banque Latino-Américaine d'exportation, le système Andin de financement du commerce (SAFICO), le mécanisme de financement du commerce de la Banque Interaméricaine de développement en sont des exemples.

44. La plupart des institutions régionales de financement du commerce dans les PED ont été conçues pour fournir des crédits à court terme et à moyen terme destinés à financer à la fois les échanges réciproques et le commerce d'exportation vers les pays développés.

45. Ces dernières années ont cependant été caractérisées par une réduction des prêts de la part de ces organismes en raison essentiellement de la pénurie des ressources, conséquence de la crise de l'endettement.(10)

IV. LES INSTITUTIONS MULTILATERALES DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT (IMFD)

46. Des IMFD existent tant aux niveaux régional et sous-régional qu'au niveau interrégional. Quatre banques régionales de développement sont en activité dans les pays en développement: la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque asiatique de développement (BASD) et le Fonds arabe de développement économique et social (FADES).

47. Au niveau sous-régional, plusieurs institutions opèrent, à savoir la Banque de développement des Caraïbes, la Banque Centreaméricaine d'intégration économique, la société andine de développement, la Banque ouest-africaine de développement, la Banque de développement de l'Afrique orientale, la Banque de développement des Etats de l'Afrique Centrale, la Banque de développement des pays des Grands Lacs et le Fonds de Coopération, de compensation et de développement de la CDEAO. Le Fonds de Solidarité et d'intervention pour le développement (FOSIDEC) et le fonds communautaire de développement (de la CEAO), le Fonds de Garantie et de coopération de l'organisation commune africaine et mauricienne (OCAM).

48. Enfin, il y a les banques interregionales appartenant à divers pays en développement: la banque islamique de développement, la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique, et le Fonds spécial de l'OPEP.

49. On signalera, particulièrement en Afrique, l'existence de certaines associations créées dans le but de favoriser une harmonisation des politiques dans le domaine financier et monétaire. On peut relever à cet égard l'association des institutions africaines de financement du développement et les fédérations des banques commerciales sous-régionales.

50. Ces IMFD ont essentiellement orienté leurs activités vers le financement des investissements d'infrastructure physique (réseaux électriques, transports, communication). Les projets multinationaux ou inter-Etats ont reçu moins d'attention de leur part. Cette insuffisance tient à certaines limitations et contraintes posant sur les activités des IMFD. Parmi ces contraintes, on peut citer les suivantes: (11)

- les projets présentés répondaient le plus souvent aux priorités des Etats membres et non à un intérêt régional ou collectif;
- la crise financière internationale, qui n'a pas favorisé l'élaboration de projets multinationaux
- le manque d'engagement politique des pays membres dans le processus d'intégration;
- l'absence de critères pour définir, identifier et évaluer les projets multinationaux;
- une capacité financière faible par rapport aux coûts de financement des projets d'intégration.

51. En définitive, la crise financière internationale accentue la nécessité de renforcer les IMED pour leur permettre de fournir une assistance financière accrue en direction des projets multinationaux à des termes concessionnels.

CHAPITRE III

CONCLUSIONS ET CONSEQUENCES POUR LES ORIENTATIONS FUTURES

I. PRINCIPALES CONCLUSIONS

A. Sur la nécessité d'une coopération monétaire et financière entre pays en développement

52. La faiblesse structurelle des économies en développement, prises individuellement et la structure inégale des relations économiques Nord-Sud plaident en faveur d'un nouveau souffle dans la coopération monétaire et financière, ainsi que dans d'autres domaines (projets, assistance technique etc) entre pays en développement.

53. Cette nécessité de la recherche d'une coopération avec d'autres partenaires se vérifie actuellement en Europe, où l'on assiste à la conclusion de nouveaux accords de coopération entre les pays de l'Est et les pays d'Europe occidentale qui se préparent également à créer un Grand Marché Européen à l'horizon 1992.

54. Par rapport à ces évolutions, il importe que les PED s'organisent, afin de renforcer leur interdépendance, pour ne pas demeurer le maillon le plus faible du réseau de relations économiques mondiales.

B. Sur les mécanismes de paiements et de compensation

55. Le contexte des années "80" qui se distingue par une pénurie de ressources et par la mise en application de programmes d'ajustement structurel a largement affecté l'efficacité ou la portée des mécanismes de paiements et de compensation.

56. La recherche effrénée de devises, en vue d'assurer le service d'une dette extérieure croissante a amené les pays participants à imposer des restrictions aux importations intra-régionales et à exiger que les règlements interviennent en devises convertibles. Parallèlement, l'on a assisté à un durcissement des conditions de crédit dans le cadre de ces mécanismes. La conséquence directe de ces pratiques adverses a été un recul des transactions effectuées par le canal des chambres de compensation (Tableau 9) et donc une baisse des échanges intra-pays participants (Voir Tableau 10)

C.2° Sur les Questions Monétaires

57. Deux faits sont à souligner. Tout d'abord, les taux de change demeurent surévalués dans plusieurs pays en développement et dans la plupart des pays africains, en témoignant les déficits chroniques de balance des paiements et l'endettement extérieur. Cette tendance persistante à la surévaluation décourage la production et favorise l'apparition de marchés parallèles de devises ainsi que le commerce clandestin.

58. Par ailleurs, les pays africains dont la monnaie a bénéficié d'une certaine stabilité du fait d'un arrangement monétaire avec la France sont rentrés dans une période d'incertitude en raison de la réalisation future du Grand Marché européen et de la perspective d'une monnaie unique européenne.

D. Sur les mécanismes de financement du commerce et/ou des investissements

59. Ces mécanismes ont souffert de la crise financière internationale des années "80". En outre, les mouvements de capitaux entre PED n'ont pas résulté dans une promotion des projets multinationaux aptent à favoriser une intégration économique. Au contraire, les intérêts nationaux ont le plus souvent prédominé dans les choix d'investissement et dans l'affectation des

ressources des DMED. Le renforcement de l'interdépendance économique Sud-Sud en a été retardé.

E. Sur l'aide financière extérieure

60. L'aide financière extérieure a été insuffisante pour soutenir le processus de coopération monétaire et financière entre les pays en développement. Pour s'acquitter de leurs obligations de dette, les PED ont donné la priorité aux marchés à devises convertibles et donc ont moins exporté vers d'autres PED. Du côté de la demande, l'ajustement structurel de la balance des paiements a conduit d'autres pays à supprimer des importations sans établir de distinction entre les sources d'approvisionnement. La conjonction de ces deux tendances a freiné l'expansion des échanges Sud-Sud.

61. En outre, la continuation de l'aide liée, dans la mesure où elle ferme les marchés aux produits d'exportation des IE, va à l'encontre du développement des courants commerciaux entre les pays du Tiers-Monde.

II. ORIENTATIONS FUTURES

A. Rationaliser et adapter les mécanismes de coopération monétaire et financière existants

(a) La compensation et les paiements multilatéraux

62. Pour accroître le volume des transactions traitées par les mécanismes de compensation et de paiements, il faut agir sur plusieurs plans:

- 1°/ Rechercher une distribution plus équilibrée des soldes débiteurs et créditeurs nets. Ce qui serait possible à partir d'un accroissement du volume des opérations admises à compensation ainsi que des plafonds de crédit. Une approche plus flexible en matière d'ajustement serait aussi souhaitable. Par exemple les pays structurellement excédentaires vis-à-vis des autres participants pourraient activement participer à l'ajustement des balances de paiement. Il serait possible, par exemple de concevoir un fonds de réserve de la chambre de compensation, alimenté par les pays déficitaires et créanciers, à concurrence d'un certain pourcentage (à déterminer) du montant de leur déficits ou excédent si celui-ci dépasse un plafond prédéterminé. Ce système permettra de contrôler les balances excessivement bénéficiaires. Parallèlement, les économies excédentaires pourraient prendre des mesures afin de soutenir le commerce intra-pays participants (réduction des tarifs douaniers, prêts aux pays déficitaires etc.). Aux autorités de gestion du système reviendra la tâche de négocier avec les créanciers et les débiteurs les mesures d'ajustement à prendre, et de requérir une aide financière extérieure, si les exigences dépassent les capacités des pays membres;
- 2°/ Informer les opérateurs économiques (Banques Centrales, Banque Commerciales et milieux d'affaires) des avantages du système et son fonctionnement, ce qui devrait accroître le volume des transactions.

- 3°/ S'assurer que le taux de change applicable aux transactions réglées par compensation soit aussi proche que possible de la situation du marché. Si ce n'est pas le cas, les exportateurs sont incités à se détourner du mécanisme de compensation, contrairement aux importateurs. Ce qui est de nature à accroître le solde débiteur net.
- 4°/ Examiner la possibilité d'obtenir des lignes de crédit auprès des institutions multilatérales de financement et des autres institutions financières régionales;
- 5°/ Eviter dans la mesure du possible que les programmes d'ajustement structurel, avec les restrictions qu'ils impliquent, ne viennent affecter les importations en provenance d'autres pays en développement.

(b) Les banques de développement

63. Les banques de développement devraient orienter leur financement vers les projets multinationaux, c'est à dire présentant un intérêt pour plusieurs pays. L'intérêt de promouvoir une telle stratégie tient à ce qu'elle vise à la fois le côté de l'offre, en prévoyant la fourniture de capitaux et de connaissances techniques et la demande puisqu'elle élargit le débouché de certains produits par la réunion de plusieurs pays. Elle assure en outre une mobilisation de ressources nouvelles en vue de l'investissement et favorise une répartition plus efficace des activités productives entre les pays impliqués. La structure des échanges intra-PED, et les possibilités nouvelles d'échange pourraient constituer des critères d'implication des pays et des banques de développement dans le financement de ces projets.

64. Outre une plus grande participation aux projets régionaux et aux projets d'intégration, les banques sous-régionales ou régionales de développement devraient envisager de proposer leur aide sous forme de lignes de crédit et de financement en faveur de mécanismes sous-régionaux de compensation et de paiements et pour des opérations de crédit à l'exportation.

B. Créer de nouvelles structures en vue de renforcer l'interdépendance économique Sud-Sud

(a) Le raccordement des mécanismes de paiement existants

65. En raison de la diversité des pays en développement et des difficultés de communication, un système de paiement et de compensation global pour le tiers-monde ne semble pas réalisable pour l'instant. Sur la base de l'existence de relations commerciales, les associations suivantes, intéressant les pays africains ont été proposées (i) le système de paiement de l'ALADI et la chambre de compensation de l'Afrique de l'ouest, (ii) l'Union Asiatique de compensation et la chambre de compensation de la ZEP; (iii) le système monétaire de la CEPGL et la chambre de compensation centraméricaine; et (iv) l'union asiatique de compensation et le mécanisme de compensation des états membres du Fonds monétaire arabe.

(b) Une politique concertée d'investissement

66. Elle permettra d'éviter le chevauchement des programmes d'investissement et par voie de conséquence le gaspillage de ressources. Elle éviterait que les investissements ne fassent double emploi et qu'une concurrence stérile ne s'installe entre PED. L'objectif central de transformation structurelle de l'économie africaine par exemple, s'accommoderait mal d'une compétition précoce

entre pays africains qui sont encore au stade premier du développement. Il pourrait se révéler avantageux de confier la mise en oeuvre du plan régional à un organisme central qui regrouperait les diverses institutions multilatérales de financement du développement et/ou du commerce, et qui centraliserait et répartirait les ressources financières octroyées par divers bailleurs de fonds selon des critères qui répondraient à une transformation structurelle de l'économie africaine et au renforcement des liens d'interdépendance entre pays en développement.

67. On pourrait envisager par exemple, que les centres multinationaux de programmation et d'exécution des projets (ICRESC), créés par la Commission Economique pour l'Afrique au niveau des sous-régions jouent un tel rôle. Il est à noter que ces centres ont été créés pour harmoniser les projets de coopération, en l'occurrence dans le domaine de la monnaie et des finances.(12)

68. A défaut d'une telle structure les institutions nationales, sous régionales et régionales de financement du développement devraient consolider les liens informels qui existent entre elles par un échange systématique sur leurs activités et opérations et étudier la possibilité de s'entraider.

(C) Une démarche commune dans la demande d'aide extérieure

69. Les mécanismes de coopérations évoqués nécessiteraient une aide financière extérieure accrue, parce que les contraintes financières font partie des principaux obstacles au fonctionnement de ces systèmes.

70. Toutefois, le processus s'accommoderait mal d'un éparpillement des efforts dans la recherche d'aide extérieure, dans la mesure où les stratégies individuelles favoriseraient la pratique de l'aide liée, défavorable aux échanges Sud-Sud.

71. Cela impliquerait que l'aide, jusque là bilatérale soit acheminée par le canal de l'organisme central précédemment évoqué, qui aura la charge de la répartir dans l'esprit des plans régionaux et inter-régionaux.

72. La répartition de l'aide devrait dépendre de la nécessité de soutenir le processus de coopération monétaire et financière entre PED: indemnisation, fonds de réserve, investissements dans l'infrastructure etc. Les affectations d'engagement d'aide pourraient constituer un moyen de paiement pour les opérations entre PED et par conséquent, accroître la liquidité des régions en développement et permettre ainsi une augmentation du volume des opérations.

D. Structure visant à promouvoir la transformation structurelle des économies africaines

73. L'échec des programmes d'ajustement structurel classiques au regard de l'objectif de transformation de la structure économique de l'Afrique a conduit la Commission Economique pour l'Afrique à suggérer et élaborer un cadre alternatif de Référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS), lequel a été adopté par les ministres africains des finances lors des assises ministérielles de la CEA qui se sont déroulées du 6 au 10 avril 1989 à Addis Abeba (13)

74. Dans ce contexte, le Fonds Monétaire Africain, en collaboration avec la Banque africaine de développement, pourrait grandement faciliter la conception de programmes d'ajustement accompagné de transformation dans le cadre de référence ci-dessus-mentionné. Le fait de se référer, au moment de la conception de ces programmes, à l'économie africaine dans son ensemble, et non aux seuls cadres nationaux aura l'avantage de préserver sinon renforcer les liens d'interdépendance entre les pays africains.

75. Le FMA pourra être l'instrument de conception d'une politique régionale de restructuration économique et à cet égard la coopération avec la BAD et les banques sous-régionales de développement revêtait une importance capitale.

Tableau 1 Part du commerce extérieur dans le PNB des PED
(%)

		1975	1980	1986
1.	Pays développés	28,9	35,00	27,53
2.	Pays en développement	43,2	52,67	40,52
	Amérique Latine	29,37	33,71	26,01
	Afrique	49,85	53,72	36,42
	Asie occidentale	67,37	81,38	43,49
	Sud et Sud Est Asiatique	41,10	56,81	54,80

Source: CNUCED, Manuel de statistique 1988

Tableau 2 Direction du commerce des pays en développement

Partenaires	Monde	Pays développés à économie de marché		Pays en développement à économie de marché	
	Million de	Millions de	%	Millions de	%
Année					
1970	56517	40455	71,58	11241	19,88
1975	214335	148432	69,20	49668	23,17
1984	472043	311250	65,93	129640	27,46
1985	459253	287641	62,63	134035	29,18
1986	421715	269416	63,88	116978	27,73
1987	488698	321458	65,77	125623	25,70

Source: Voir Tableau 1

Tableau 3 Direction du commerce de l'Afrique en développement

Partenaires monde (1)	Pays développés à économie de marché (2)		Pays en développement à économie de marché (3)		Part du commerce intra africain	
	Millions de dollars	%	Million de dollars	%	en % de (1)	en % de (3)
Année						
1970	12021	80,44	1376	11,44	5,59	48,83
1975	33943	77,16	8004	14,74	4,92	33,39
1984	63112	81,87	8226	13,03	4,43	33,98
1985	59274	80,81	8232	13,88	4,87	35,13
1986	47987	77,80	7143	14,38	6,05	40,56
1987	61981	80,86	6645	12,78	4,78	37,44

Source CNUCED, Manuel du commerce international, 1988

Tableau 4

Pays africains en développement:
dette extérieure et service de la dette
1985-1988

	1985	1986	1987	1988*
<u>Milliards de dollars</u>				
<u>Dette</u>	174,4	190,0	220,3	230,0
dont				
Afrique du Nord	78,9	91,9	100,5	104,2
Afrique subsaharienne	95,5	98,1	119,3	125,8
Service de la dette	24,3	26,4	26,1	29,3
dont				
Afrique du Nord	12,3	12,7	12,0	12,4
Afrique subsaharienne	12,0	13,7	14,1	16,9
<u>Poids de la dette</u>				
	<u>(en pourcentage)</u>			
Dette/PIB	52,6	62,2	71,0	81,1
Dette/exportations	205,2	269,6	368,5	314,2
Service de la dette/ exportations	28,6	40,2	36,8	40,0
dont				
Afrique du Nord	29,9	49,9	39,2	40,1
Afrique subsaharienne	27,3	36,2	34,6	40,0

Source: OCDE, Financing and External Debt of Developing Countries, 1986
 Survey (Paris, 1987);
 OCDE, External Debt Statistics (Paris, 1988);
 FMI, World Economic Outlook (October, 1988);
 Banque mondiale, World Debt Tables, 1988-1989 Editions;
 African Economic Deficit Issues; et secrétariat de la CEA

Tableau 5

Sources de financement à long terme du déficit du compte courant des PED
(à l'exclusion des pays exportateur de pétrole)

	1970	1980	1986
Déficit du compte courant	-9682	-73031	- 20259
Financement à long terme	9694	87413	48183
Financement public, bilatéral et multilatéral en provenance des pays membres du CAD	4839 (49,9)	23098 (40,2)	29280 (60,7)
Financement public, bilatéral et multilatéral en provenance des pays membres de l'OPEP	-	7248	3278
(%)		(12,6)	(6,8)
Financement privé en provenance des pays membres du CAD	4685 (48,3)	26210 (45,6)	15158 (31,4)
Pays socialistes	170	887	497
(%)	(1,75)	(1,5)	(1,03)

Source CNUCED, manual de statistique.....1988

Tableau 6. Pays en développement d'Afrique, d'Amérique Latine
et d'Asie Population, 1986

	Nombre de pays	Population (Millions)	Population moyenne (Millions)	Nombre de pays compte plus de 10 million d' habitants	Population moyenne des autres pays	
					Nombre de pays	Millions d'habitants
Afrique	54	539,7	9,99	15	39	3,34
Amérique Latine	43	412,7	8,6	8	40	1,82
Asie	36	1601,9	44,5	17	19	2,37
TOTAL	133	2554,9	18,5	40	98	2,53

Source: CNUCED, Manuel de statistique du commerce international et du développement,
1988

Tableau 7

Pays en développement d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie: PNB 1986

	Nombre de pays	PNB milliards de dollars	PNB moyen par pays milliards de \$	PNB par tête d'ha- bitant	Nombre de pays dont le PNB dépas- se 8 milliards de \$	PNB moyen des autres pays	PNB par pays milliard \$
Afrique	54	304,6	5,64	564,0	9	45	1,92
Amérique Latine	40	752,2	15,67	1622	8	40	2,33
Asie	36	1139,5	31,65	74	17	19	
TOTAL	130	2196,3	15,91	660	34	104	2,31

Source: Voir Tableau 1

Tableau 2 Arrangements multilatéraux de compensation et de paiements
entre pays en développement: principales statistiques con-
cernant les opérations (1986-1988) en milliards de dollars

E.U.

Mécanisme Années	Volume des opérations	opérations compensées	opération réglées en devises	pourcentage (3)/(1)
<u>Chambre de compensation de l'Amérique Centrale</u>				
1986	189,0	149,0	40,5	21,4
1987	210,5	165,0	45,5	21,6
1988	98,0	64,0	34,0	34,6
<u>Système de paiements et de crédit réciproque de l'ALADI</u>				
1986	6268,0	5289,5	978,0	15,6
1987	5360	4591,9	768,0	14,3
1988	6115	5193,8	921,2	15,0
<u>Union Asiatique de compensation</u>				
1986	651,5	455,1	204,4	31,0
1987	580,0	460,0	120,0	20,6
1988	217,0	165,0	82,0	23,9
<u>Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest</u>				
1986	109,3	15,4	93,9	85,9
1987	86,5	5,2	51,3	59,2
1988	26,2	6,1	20,1	76,7
<u>Accord de compensation de la ZEP</u>				
1986	75,0	14,2	64,8	82,0
1987	65,2	53,2	12,0	18,4
1988	64,0	33,0	31,0	51,5

Source CNUCED, Secrétariat 1989 TD/B/C7/92/3

Tableau 9 Volume des opérations effectués par le canal des chambres de
Compensation 1977/1981 et 1986/1988

Année	ALADI	CCAC	UAC	CCAO
1977/81	3,936	338	35	63
1978/81	4,459	971	138	54
1978	6,421	1037	156	93
1980	8,663	1256	176	135
1981	9,290	979	286	210
1986	5,268	189,0	681,5	109,3
1987	5,360	210,5	580,0	56,5
1988	6,115	98,0	217,0	26,2

Source: 1977/1981: CNUCED A review of the main features of
clearing arrangements of developing countries
CNUCED/ ECDC/123, 22 November 1982
1986/1988 voir Tableau 8

Taux de
Tableau 10 : Croissance annuelle moyen du commerce à l'intérieur
des groupements (%) 1970/1980 ; 1980/1986

	1970/1980	1980/1986
CEAO	15	0,2
ALADI	23	-3
MCAC	14	-9
CARICOM	17	-2,6
ANASE	30	-0,14

Source: CNUCED: manual de statistique.....1986

NOTES ET REFERENCES

- (1) O.U.A., Plan d'Action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, Addis Abeba, 1981
- (2) Doc CNUCED "Examen de l'évolution récente dans le domaine du commerce et de la coopération monétaire et financière entre pays en développement. TD/B/C7/92.
- (3) R.D. Tollison; TD willett: "International Integration and the inter-dependance of Economic variables" International organisation 27, spring 1972 pp-255-71
- (4) Whitman M " Economic openness and International Financial Flows" Journal of money, credit, and Banking, Nov. 1969 pp. 727-49
- (5) Voir Doc. CNUCED "Renforcement du point faible" TD/INF/PVB/86/2.
- (6) Doc. CEA "Cadre Africain de Reference pour les programmes d'ajustement structurel en vue de Redressement et de la Transformation Socio-Economique E/ECA/CN15/6/Rev. 3
- (7) KHAN M et N. UL Haque "la fuite des capitaux des pays en développement Finance et Développement; Décembre 1980 Vol. 17 n° 4.
- (8) Voir M. PENOUIL: "la Zone Franc elle-même de la capacité d'endettement des pays membres? Economie et Société n° 6/7 1983 p. 129 et suivant .
- (9) Voir "Renforcement du Point faible Doc CNUCED TD/INF/PUB/86/2

- (10) A titre illustratif, les crédits commerciaux consentis par les banques arabes sont passés de 7,8 milliards de dollars en 1982 à 2,1 milliards de dollars en 1986. Source CNUCED: "Doc TD/B/C7/92.
- (11) Voir "Solidarité financière et développement Examen 1987. CNUCED 1988
- (12) Il existe actuellement 4 Mulpoc en Afrique: Centre (Yaoundé), Nord (Tanger), Ouest (Niamey) et Sud-Est (Lusaka)
- (13) Voir Doc CEA "CARPAS" E/CEA/CM15/6/Rev 3